ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 2 août 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel relatif aux épreuves d'admission des candidats de l'école d'officiers du service de santé, a donné en sa séance du 18 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 2e Augustus 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit betreffende de toelatingsproeven der candidaten tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst, heeft ter zitting van 18 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat a remanié le projet qui lui a été soumis en tenant compte des intentions du gouvernement; il a modifié l'ordre des articles, précisé certaines phrases ambigües et comblé certaines lacunes; il a aussi omis certaines dispositions de détail qui trouveraient mieux leur place dans une instruction ministérielle.

Les articles 31 et 32 du projet règlent minutieusement la manière de coter les travaux des candidats à l'épreuve écrite, en excluant toute délibération collective des membres du jury. Ce système semble avoir pour but de supprimer tout élément d'appréciation subjectif. Il apparaît, dès lors, peu logique d'accorder au président du jury le pouvoir de "faire discuter" les cotes et de "faire justifier" celles-ci par l'examinateur, alors que le président connaît l'identité des candidats.

Le Conseil d'Etat propose donc d'omettre le dernier alinéa de l'article 32.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE MINISTERIEL RELATIF AUX EPREUVES D'ADMISSION DES CANDIDATS DE L'ECOLE D'OFFICIERS DU SERVICE DE SANTE.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du ..... relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des officiers des

cadres actifs du service de santé et au statut de l'école du service de santé, notamment les articles 13 à 16;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE 1er.- VISITE MEDICALE ET EPREUVE D'APTITUDE PHYSIQUE.

Section première. Visite médicale.

Article 1er.-

Les candidats élèves médecins ou élèves pharmaciens des cadres actifs doivent subir une visite médicale devant une commission de visite.

Article 2.-

Cette commission de visite s'assure que les candidats remplissent les conditions indiquées à l'annexe A, jointe au présent arrêté.

Article 3.-

Elle est composée de trois officiers médecins du grade de capitaine en premier au moins, désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Un suppléant répondant aux mêmes conditions est désigné à chaque membre effectif.

L'officier le plus ancien préside la commission.

./....

Article 4.-

Les candidats que la commission de visite reconnaît provisoirement ou définitivement inaptes au service, en sont avertis sur le champ et peuvent en appeler pendant trois jours francs à partir de cet avertissement à une commission de contre-visite.

Article 5.-

La commission de contre-visite est composée de trois officiers supérieurs médecins désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Un suppléant répondant aux mêmes conditions est désigné pour chaque membre effectif.

L'officier le plus ancien préside la commission.

Article 6.-

La commission de visite ainsi que la commission de contre-visite peuvent renvoyer le candidat à l'hôpital militaire de Bruxelles pour un complément d'examen ou une mise en observation dont la durée ne peut excéder quinze jours. Elles statuent sur rapport fourni par le service compétent auquel elles peuvent demander tous renseignements complémentaires.

Les frais d'hospitalisation sont réglés comme pour la mise en observation des miliciens et des volontaires.

Article 7.-

La décision de la commission de contre-visite est définitive.

./.....

Article 8.-

Un même médecin ne peut être appelé à examiner deux fois le même candidat.

Article 9.-

Les candidats reconnus inaptes ne sont pas admis à se présenter aux épreuves d'aptitude physique et aux concours littéraires et scientifiques de l'année en cours.

Section II. Epreuve d'aptitude physique.

Article 10.-

Les candidats élèves médecins ou élèves pharmaciens des cadres actifs doivent satisfaire à une épreuve d'aptitude physique devant une commission d'aptitude.

Article 11.-

La commission d'aptitude est composée de trois officiers désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Un suppléant est désigné pour chaque membre effectif

L'officier le plus ancien préside la commission.

Article 12.-

L'épreuve d'aptitude physique comporte les exercices prévus en l'annexe B du présent arrêté.

La réussite de chacune de ces épreuves est requise pour être admis à se présenter aux concours littéraires et scientifiques de l'année en cours.

./....

La cote moyenne des candidats s'établit d'après les indications du tableau figurant à l'annexe C du présent arrêté

Section III. - Disposition commune à la visite médicale et à l'épreuve d'aptitude physique.

Article 13.-

Les présidents des commissions de visite, de contre-visite et d'aptitude peuvent modifier la date de l'examen médical ou celle des épreuves d'aptitude physique des candidats qui, pour une cause indépendante de leur volonté, ne peuvent participer à ces épreuves en même temps que les autres candidats.

Toutefois, si le motif invoqué est un motif d'ordre physique, les présidents ne pourront prendre cette décision que de l'avis conforme d'un médecin militaire membre ou non des dites commissions.

CHAPITRE II. Concours d'admission.

Section 1ère. Le Jury.

Article 14.-

Le jury du concours d'admission des candidats élèves médecins ou élèves pharmaciens des cadres actifs est désigné par le Ministre de la Défense nationale. Il est présidé par le commandant de l'école du service de santé.

Il comprend par épreuve deux examinateurs choisis parmi les membres du corps enseignant d'un établissement d'instruction militaire.

./.....

Il est désigné, en outre, un président et des examinateurs suppléants. Ces derniers sont choisis dans les mêmes conditions que les examinateurs effectifs.

Un officier subalterne médecin est désigné comme secrétaire du jury.

Section II. _ Matières du concours.

Article 15.-

Le concours d'admission comporte une partie littéraire et une partie scientifique.

Article 16.-

La partie littéraire comporte :

1° un examen écrit sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise présentée comme première langue par le candidat : cet examen comporte les épreuves fixées dans l'annexe D du présent arrêté;

2° un examen écrit sur la connaissance élémentaire de la langue néerlandaise ou française présentée comme seconde langue par le candidat et portant sur le programme des athénées royaux jusques et y compris la classe de troisième; cet examen comprend trois épreuves écrites, un thème, une version et une rédaction, les candidats disposant d'une durée totale de trois heures et demi au plus pour les terminer.

Article 17.-

La partie scientifique comporte des examens sur :

./...

1° la physique expérimentale,à l'exclusion de l'électricité et en limitant l'optique à l'optique géométrique;
2° les théories, lois et principes généraux de la chimie,à l'exclusion de la chimie organique.

Les matières de ces épreuves sont celles prévues au programme de l'examen universitaire pour le grade académique de candidat en sciences naturelles et médicales et pour celui de candidat en sciences préparatoires à la pharmacie. Ces examens comportent chacun une épreuve écrite de trois heures au plus.

Section III._ Organisation du concours.

Article 18.-

Tous les candidats d'une session subissent en même temps les mêmes épreuves écrites.

Article 19.-

Le président et les membres du jury doivent assister à toutes les réunions relatives à l'organisation des concours, au choix des questions, aux délibérations et au classement final.

Article 20.-

Avant l'ouverture des examens, le président du jury donne lecture aux membres de la liste des candidats, et chaque membre fait connaître s'il a pris part à la préparation d'un candidat ou s'il a quelque autre motif de s'abstenir de le coter dans l'une ou l'autre branche.

Article 21.-

Chacun des deux examinateurs désignés pour chaque branche prépare un certain nombre de questions.

Immédiatement avant chaque épreuve écrite, le jury se réunit; il examine les questions préparées par les examinateurs et arrête trois séries de questions sur les matières de cette épreuve.

Article 22.-

Au début de la séance d'examen relative à cette branche, lecture des trois séries de questions est donnée aux candidats en présence du président et des membres du jury. Elles sont déposées dans une urne et un des candidats tire la série qui fera l'objet de l'examen.

Article 23.-

Le président prend les mesures nécessaires pour assurer la surveillance des épreuves. Un des membres du jury et au moins un officier surveillant doivent se trouver dans la salle pendant toute leur durée. Ce membre est choisi parmi les deux examinateurs désignés pour cette branche.

Pendant la première heure de la séance, il sera loisible au membre désigné pour être présent dans la salle pendant toute la durée de l'épreuve, de donner, s'il y a lieu, en présence de tous les candidats, quelques explications, précisions ou commentaires relatifs au texte des questions posées.

./....

Article 24.-

Le président du jury prend les mesures nécessaires pour que l'identité des candidats reste ignorée des examinateurs jusqu'au classement final.

Article 25.-

Le jury peut exclure le candidat surpris à frauder ou à tenter de frauder.

Ce candidat est réputé avoir échoué.

Article 26.-

Tout candidat absent au moment fixé pour une épreuve se voit attribuer la cote zéro pour cette épreuve.

Section IV. Cotes et classification.

Article 27.-

Le travail de chaque candidat est apprécié par les deux examinateurs désignés pour chaque branche. Les examinateurs sont les mêmes pour chaque épreuve subie en une langue déterminée.

Article 28.-

Les examinateurs cotent séparément.

Ils se concertent cependant sur la façon de coter et sur l'importance relative des diverses questions

./...

Article 29.-

A l'issue de chaque séance d'examen, le président remet toutes les copies à l'un des examinateurs. Après avoir attribué une cote provisoire, l'examinateur renvoie les copies au président qui les fait parvenir ensuite au second examinateur.

Article 30.-

Chacun de ces deux examinateurs cote chaque composition sur un maximum de vingt points.

Lorsque le correcteur renvoie les copies au président, il y joint la liste des cotes signée par lui. Les correcteurs ne font aucune inscription sur les copies.

Article 31.-

Lorsque le président a reçu les copies, il les classe en trois catégories :

1° celles des candidats pour lesquels un des correcteurs s'est récusé. Il supprime la cote de cet examinateur et adopte l'autre;

2° celles des candidats pour lesquels aucun des correcteurs ne s'est récusé et dont les deux cotes ne diffèrent pas de plus de quatre points.

La cote est la moyenne des deux cotes provisoires, arrondie à l'unité immédiatement supérieure si elle est fractionnaire;

3° celles des candidats pour lesquels aucun examinateur ne s'est récusé, mais dont les deux cotes provisoires diffèrent de plus de quatre points. Pour celles-ci, le président appelle les deux examinateurs à discuter en séance les cotes dont il s'agit, de manière à réduire leur écart à quatre points au maximum.

./....

Article 32.-

Le président établit la liste des cotes pour chaque branche.

Cette liste est signée par les membres du jury.

Article 33.-

Pour le calcul de la moyenne générale, l'importance relative de chacune des matières est déterminée comme suit :

Partie littéraire :

Connaissance approfondie de la première langue: 25 sur 100.
Connaissance élémentaire de la seconde langue: 15 sur 100.

Partie scientifique :

Physique : 35 sur 100.
Chimie : 25 sur 100.

La cote définitive résulte de la moyenne générale ainsi calculée.

Article 34.-

Ne peuvent figurer au classement final que les candidats :

1° ayant obtenu au moins la moitié des points à l'épreuve sur la connaissance approfondie de la première langue, les 2/5 à celle portant sur la seconde langue et la moitié des points pour l'ensemble de la partie littéraire;

./....

2° ayant remis au président du jury, dès la fin de la session de juillet des examens universitaires, une copie certifiée conforme par l'autorité académique du certificat de la première ou de la deuxième épreuve de l'examen pour le grade de candidat en sciences naturelles et médicales, du certificat de la première épreuve de l'examen pour le grade de candidat en sciences préparatoires à la pharmacie ou du diplôme de candidat en sciences préparatoires à la pharmacie.

Ils peuvent figurer à ce classement quel que soit le résultat qu'ils ont obtenu à l'épreuve sur la physique et à celle sur la chimie.

Article 35.-

Les candidats sont classés par régime linguistique. Si le nombre de candidats admis appartenant à un régime linguistique n'atteint pas le nombre réservé à ce régime, le déficit pourra être comblé par des candidats admissibles appartenant à l'autre régime linguistique, dans l'ordre déterminé par les cotes définitives obtenues.

Article 36.-

Ont réussi le concours les candidats classés et occupant, dans l'ordre déterminé par les cotes définitives obtenues, un numéro d'ordre ne dépassant pas le nombre de places fixées pour chacun des deux régimes linguistiques, sous réserve de l'application de l'article 35.

Section IV. Admission à l'école.

Article 37.-

Le Ministre de la Défense nationale admet à

./....

l'école d'officiers du service de santé les candidats ayant réussi le concours en suivant l'ordre établi par le jury en vertu des articles 35 et 36.

Bruxelles, le

(Signature du Ministre de la Défense nationale).

A N N E X E S .

Annexe A.

Intitulé : Conditions médicales d'admission.

1er alinéa : le remplacer par le texte suivant : "Les candidats ne peuvent être atteints d'aucune des infirmités ou maladies énumérées aux tableaux des critères d'inaptitude au service figurant aux annexes de l'arrêté royal du 29 mai 1934, tels qu' qu'ils ont été modifiés par l'arrêté du Régent du 23 mars 1948.".

Annexe B.

Intitulé : Epreuves d'aptitude physique .

Texte : reprendre celui de l'article 11 du projet.

./.....

Annexe C.

Reprendre l'annexe B du projet.

Annexe D.

Intitulé : Examen écrit sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise présentée comme première langue.

Texte : reprendre celui de l'article 17.

En fin d'annexes, ajouter la formule :

"Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ....

(Signature du Ministre de la Défense nationale).

De Raad van State heeft het hem voorgelegde ontwerp omgewerkt met inachtneming van de bedoelingen der regering ; hij heeft de volgorde der artikelen gewijzigd, sommige dubbelzinnige wendingen verduidelijkt en bepaalde leemten aangevuld; enige detailbepalingen, die in een ministerieel dienstvoorschrift een geschikter plaats zouden vinden, zijn bovendien weggelaten.

De artikelen 31 en 32 van het ontwerp regelen tot in de kleinste bijzonderheden de wijze waarop aan de werken der candidaten voor de schriftelijke proef, de waardecijfers worden toegekend; daarbij wordt elke gemeenschappelijke beraadslaging van de leden der examencommissie uitgesloten. Doel van zodanig stelsel schijnt te zijn, elk subjectief element van beoordeling uit te schakelen. Het blijkt dan ook weinig logisch aan de voorzitter der examencommissie bevoegdheid te verlenen om de waardecijfers te "doen bespreken" en ze door de examinator te "doen rechtvaardigen", terwijl de voorzitter toch de identiteit der candidaten kent.

De Raad van State stelt dus voor, het laatste lid van artikel 32 te schrappen.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn in het ontwerp alleen vormwijzigingen aan te brengen, zoals in de hierna voorgestelde tekst is gedaan :

MINISTERIEEL BESLUIT BETREFFENDE DE TOELATINGSPROEVEN DER CANDIDATEN VOOR DE SCHOOL VOOR OFFICIEREN VAN DE GEZONDHEIDSDIENST.

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van ..... betreffende de werving, de vorming en de bevordering van de officieren van de actieve kaders van de gezondheidsdienst en betreffende het statuut der school van de gezondheidsdienst, namelijk op de artikelen 13 tot 16 ;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- GENEESKUNDIG ONDERZOEK EN PROEF OVER LICHAMELIJKE GESCHIKTHEID.

Afdeling I.- Geneeskundig onderzoek.

Artikel 1.-

De candidaten leerling-geneesheren of leerling-apothekers van het actief kader worden ten overstaan van een onderzoekscommissie aan een geneeskundig onderzoek onderworpen.

Artikel 2.-

Deze onderzoekscommissie vergewist er zich van, of de candidaten beantwoorden aan de voorwaarden, gesteld in de bij dit besluit gevoegde bijlage A.

Artikel 3.-

Zij bestaat uit drie officieren-geneesheren, met ten minste de graad van eerste kapitein, door de Minister van Landsverdediging aangesteld.

.../...

Een plaatsvervanger, die aan dezelfde vereisten voldoet, wordt voor elk werkend lid aangewezen.

De officier met de hoogste anciënniteit zit de commissie voor.

Artikel 4.-

De candidaten, die door de onderzoekscommissie voorlopig of definitief ongeschikt voor de dienst worden bevonden, krijgen daarvan onmiddellijk bericht en beschikken over drie vrije dagen volgend op dat bericht, om bij een commissie van tegenonderzoek beroep in te stellen.

Artikel 5.-

De commissie voor tegenonderzoek bestaat uit drie hogere officieren-geneesheren, door de Minister van Landsverdediging aangesteld.

Een plaatsvervanger, die aan dezelfde vereisten voldoet, wordt voor elk werkend lid aangewezen.

De officier met de hoogste anciënniteit zit de commissie voor.

Artikel 6.-

De onderzoekscommissie, zowel als de commissie voor tegenonderzoek, kunnen de candidaat voor een aanvullend onderzoek of voor een inobservatiestelling van ten hoogste vijftien dagen naar het militair hospitaal te Brussel zenden. Zij doen uitspraak op verslag van de bevoegde dienst, waaraan zij alle nadere inlichtingen kunnen vragen.

.../...

De kosten van opneming worden geregeld zoals voor de inobservatiestelling der dienstplichtigen en der vrijwilligers.

Artikel 7.-

De beslissing van de commissie voor tegenonderzoek is onherroepelijk.

Artikel 8.-

Een zelfde geneesheer kan geen tweemaal dezelfde candidaat onderzoeken.

Artikel 9.-

De ongeschikt bevonden candidaten kunnen zich niet aanmelden voor de proeven over lichamelijke geschiktheid noch voor de letterkundige en wetenschappelijke vergelijkende examens van het lopende jaar.

Afdeling II.- Proef over lichamelijke geschiktheid.

Artikel 10.-

De candidaten leerling-geneesheren of leerling-apothekers van het actief kader moeten ten overstaan van een keuringscommissie voldoen bij een proef over lichamelijke geschiktheid.

Artikel 11.-

De keuringscommissie bestaat uit drie officieren, door de Minister van Landsverdediging aangesteld.

Een plaatsvervanger wordt voor elk werkend lid aangewezen.

.../...

De officier met de hoogste anciënniteit zit de commissie voor.

Artikel 12.-

De proef over lichamelijke geschiktheid omvat de oefeningen, in bijlage B van dit besluit genoemd.

Voor elk der genoemde proeven moet de candidaat geslaagd zijn, om zich voor de letterkundige en wetenschappelijke vergelijkende examens van het lopende jaar te kunnen aanmelden.

Het gemiddelde waardecijfer der candidaten wordt vastgesteld volgens de aanwijzingen van de tabel in bijlage C van dit besluit.

Afdeling III. - Gemene bepaling voor het geneeskundig onderzoek en voor de proef over lichamelijke geschiktheid.

Artikel 13.-

De voorzitters van de onderzoekscommissie, van de commissie voor tegenonderzoek en van de keuringscommissie kunnen de datum van het geneeskundig onderzoek of van de proeven voor lichamelijke geschiktheid veranderen ten behoeve der candidaten die, om een reden buiten hun wil, aan die proeven niet samen met de andere candidaten kunnen deelnemen.

Indien evenwel de aangevoerde grond van lichamelijke aard is, kunnen de voorzitters deze beslissing enkel nemen op eensluidend advies van een militair geneesheer, die al dan niet van genoemde commissies deel uit maakt.

.../...

HOOFDSTUK II.- VERGELIJKEND TOELATINGSEXAMEN.

Afdeling I.- De examencommissie.

Artikel 14.-

De commissie voor het vergelijkend toelatingsexamen der candidaten leerling-geneesheren of leerling-apothekers van het actief kader wordt door de Minister van Landsverdediging aangesteld. Zij wordt voorgezeten door de commandant van de school van de gezondheidsdienst.

Zij bestaat voor elk examen uit twee examinatoren, gekozen onder de leden van het onderwijzend personeel van een militaire onderwijsinrichting.

Tevens worden een plaatsvervangend voorzitter en plaatsvervangende examinatoren aangewezen. Deze laatsten worden in dezelfde voorwaarden gekozen als de werkende examinatoren.

Een lager officier-geneesheer wordt als secretaris der examencommissie aangesteld.

Afdeling II.- Examenstof.

Artikel 15.-

Het vergelijkend toelatingsexamen bestaat uit een letterkundig en een wetenschappelijk gedeelte.

Artikel 16.-

Het letterkundig gedeelte bestaat uit :
1° een schriftelijk examen over de grondige kennis van de taal,

.../...

Nederlands of Frans, door de candidaat als eerste taal opgegeven : dit examen omvat de opgaven in bijlage D van dit besluit bepaald ;

2° een schriftelijk examen over de elementaire kennis van de taal, Frans of Nederlands, door de candidaat als tweede taal opgegeven ; dit examen gaat over het leerplan der koninklijke athenea tot en met de derde klas ; het omvat drie schriftelijke opgaven : een thema, een versie en een opstel ; daarvoor beschikken de candidaten over ten hoogste drie en een half uur in totaal.

Artikel 17.-

Het wetenschappelijk gedeelte bestaat uit examens over :

1° de proefondervindelijke natuurkunde, met uitsluiting van de electriciteit en met beperking van de optiek tot de meetkundige optiek ;

2° de theorieën, wetten en algemene beginselen der scheikunde, met uitsluiting van de organische scheikunde.

De leerstof dezer examens is die, welke in het programma van het universiteitsexamen voorgeschreven is voor de academische graad van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen en voor die van candidaat in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde. Elk van deze examens bestaat in een schriftelijke proef van ten hoogste drie uur.

Afdeling III.- Inrichting van het examen.

Artikel 18.-

Al de candidaten van één examenzitting leggen dezelfde schriftelijke proeven tezelfdertijd af.

.../...

Artikel 19.-

De voorzitter en de leden van de examencommissie moeten alle vergaderingen betreffende de inrichting der examens, de keuze der vragen, de beraadslagingen en de eindrangschikking bijwonen.

Artikel 20.-

Vóór de opening der examens leest de voorzitter ten overstaan van de leden de lijst der candidaten af, waarop ieder lid laat weten of hij aan de voorbereiding van een candidaat heeft deelgenomen, dan wel of hij enige andere reden heeft om zich er van te onthouden hem in een of ander vak te beoordelen.

Artikel 21.-

Elk van beide, voor ieder vak aangestelde examinatoren, bereidt een aantal vragen voor.

Onmiddellijk vóór elk schriftelijk examen komt de commissie bijeen; zij onderzoekt de door de examinatoren voorbereide vragen en stelt drie reeksen van vragen over de stof van dat examen op.

Artikel 22.-

Bij het begin van de zitting die op dit vak betrekking heeft, worden in aanwezigheid van de voorzitter en van de leden der examencommissie, ten overstaan van de candidaten de drie vragenreeksen voorgelezen. Deze worden in een bus geplaatst, waarop de reeks waarover het examen zal gaan, door een der candidaten wordt uitgeloot.

.../...

Artikel 23.-

De voorzitter treft de nodige maatregelen om het toezicht bij de examens te waarborgen. Een van de leden der examencommissie en ten minste één officier-toezichter moeten de ganse tijd in de zaal vertoeven. Bedoeld lid wordt gekozen onder de twee voor dit vak aangestelde examinatoren.

Tijdens het eerste uur der zitting staat het het lid, dat aangesteld is om tijdens de ganse duur van het examen in de zaal aanwezig te zijn, vrij ten overstaan van al de candidaten enige uitleg, opheldering of commentaar in verband met de tekst der gestelde vragen te verstrekken.

Artikel 24.-

De voorzitter der examencommissie treft de nodige maatregelen opdat de identiteit der candidaten tot aan de eindrangschikking voor de examinatoren geheim zou blijven.

Artikel 25.-

De examencommissie kan de candidaat, die op bedrog of poging tot bedrog betrapt wordt, uitsluiten.

Deze candidaat wordt geacht te zijn afgewezen.

Artikel 26.-

Elke candidaat, die op de voor het examen vastgestelde tijd afwezig is, krijgt voor dat examen het waardecijfer nul.

.../...

Afdeling IV.- Waardecijfers en rangschikking.

Artikel 27.-

Het werk van elke candidaat wordt beoordeeld door beide, voor ieder vak aangestelde examinatoren. Voor ieder examen in een bepaalde taal afgelegd, zijn de examinatoren dezelfde.

Artikel 28.-

De examinatoren geven hun waardecijfers afzonderlijk.

Zij stellen zich evenwel akkoord over de wijze waarop het waardecijfer gegeven zal worden en over de betrekkelijke waarde der verschillende vragen.

Artikel 29.-

Bij het einde van iedere examenzitting stelt de voorzitter aan een der examinatoren al de proefwerken ter hand. Na een voorlopig waardecijfer te hebben toegekend, stuurt de examinator de proefwerken terug aan de voorzitter, die ze daarop aan de tweede examinator overmaakt.

Artikel 30.-

Elk van beide examinatoren geeft aan ieder proefwerk een waardecijfer op een maximum van twintig punten.

Wanneer de corrector de proefwerken aan de voorzitter terugstuurt, sluit hij daarbij een door hem ondertekende lijst der waardecijfers in. Degene die de proefwerken verbetert brengt er geen enkele aantekening op aan.

.../...

Artikel 31.-

Wanneer de voorzitter al de proefwerken in zijn bezit heeft, rangschikt hij ze in drie categorieën :

1° die van de candidaten voor wie een der examinatoren zich verschoond heeft. Hij houdt geen rekening met het waardecijfer van die examinator en neemt het andere aan ;

2° die van de candidaten voor wie niet een der examinatoren zich verschoond heeft en waarvan de beide waardecijfers niet meer dan vier punten verschillen.

Het waardecijfer is het gemiddelde van beide voorlopige waardecijfers, welk gemiddelde, wanneer het een gebroken cijfer is, tot de onmiddellijk hogere eenheid wordt afgerond ;

3° die van de candidaten voor wie niet een der examinatoren zich verschoond heeft, maar waarvan de twee voorlopige waardecijfers meer dan vier punten verschillen. Voor deze proefwerken verzoekt de voorzitter beide examinatoren de bedoelde waardecijfers in vergadering te bespreken, ten einde het verschil tot ten hoogste vier punten te kunnen herleiden.

Artikel 32.-

De voorzitter maakt voor ieder vak de lijst der waardecijfers op.

Deze lijst wordt door de leden der examencommissie ondertekend.

Artikel 33.-

Voor het berekenen van het algemeen gemiddelde is de betrekkelijke waarde van elke leerstof als volgt vastgesteld :

.../...

Letterkundig gedeelte :

Grondige kennis van de eerste taal :	25 op 100
Grondige kennis van de tweede taal :	15 op 100

Wetenschappelijk gedeelte :

Natuurkunde :	35 op 100
Scheikunde :	25 op 100

Het definitief waardecijfer wordt bekomen door het algemeen gemiddelde aldus te berekenen.

Artikel 34.-

Voor de eindrangschikking komen alleen in aanmerking de candidaten die :

1° ten minste de helft der punten behaald hebben in het examen over de grondige kennis van de eerste taal, 2/5 in dat over de tweede taal en de helft der punten voor het gezamenlijk letterkundig gedeelte ;

2° aan de voorzitter der examencommissie, onmiddellijk na het einde van de Julizitting der universiteitsexamens, ter hand gesteld hebben een door de academische overheid voor eensluidend verklaard afschrift van het getuigschrift der eerste of tweede proef van het examen voor de graad van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen, van het getuigschrift der eerste proef van het examen voor de graad van candidaat in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde of van het diploma van candidaat in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde.

Zij kunnen in die rangschikking voorkomen, om het even welke uitslag zij in het examen over natuurkunde en in dat over scheikunde hebben behaald.

.../...

Artikel 35.-

De candidaten worden volgens taalregime ingedeeld. Wanneer het aantal in een der taalregimes aangenomen candidaten lager is dan het getal dat voor dit regime is voorzien, kan het tekort aangevuld worden met geslaagde candidaten van een ander taalregime, zulks in de volgorde der definitieve waardecijfers.

Artikel 36.-

Voor het vergelijkend examen zijn geslaagd de gerangschikte candidaten die, in de volgorde der definitieve waardecijfers, een volgnummer hebben dat niet uitgaat boven het getal plaatsen, dat voor elk van beide taalregimes is vastgesteld, zulks met voorbehoud voor de toepassing van artikel 35.

Afdeling IV.- Opneming in de school.

Artikel 37.-

De Minister van Landsverdediging laat tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst toe, de candidaten die voor het vergelijkend examen zijn geslaagd ; hij volgt daarbij de volgorde, door de examencommissie krachtens de artikelen 35 en 36 vastgesteld.

Brussel, de

(handtekening van de Minister van Landsverdediging).

B I J L A G E N .

Bijlage A.

Titel : Geneeskundige voorwaarden van toelating.

Het eerste lid vervangen door de volgende tekst : "De candidaten mogen niet aangetast zijn door een der lichaamsgebreken of ziekten, opgesomd in de tabellen der criteria van ongeschiktheid voor de dienst, welke tabellen voorkomen in de bijlagen van het koninklijk besluit van 29 Mei 1934, zoals zij zijn gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 Maart 1948.".

Bijlage B.

Titel : Proeven over lichamelijke geschiktheid.

Tekst : die van artikel 11 van het ontwerp hernemen.

Bijlage C.

Bijlage B van het ontwerp hernemen.

Bijlage D.

Titel : Schriftelijk examen over de grondige kennis van de taal, Nederlands of Frans, door de candidaat als eerste taal opgegeven.

Tekst : die van artikel 17 van het ontwerp hernemen.

Onderaan de bijlagen wordt het formulier toegevoegd :

"Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van ...".

(Handtekening van de Minister van Landsverdediging).

Etaient présents:		Waren aanwezig :	
Messieurs : De Heren :	M. SOMERHAUSEN,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	A.G. VRANCKX, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	G. DOR, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.